

Révolution écologique ou catastrophisme industriel

Les dirigeants des classes dominantes ne peuvent comprendre psychologiquement la démarche mentale des dominés car ils ont un comportement de fait « antisocial ». Ces 200 entreprises transnationales avec 14 millions de salariés et 180 millions de sous-traitants possèdent un quart de la richesse mondiale des 6 milliards d'humains. La structure mentale des dirigeants est colonisée par la marchandise, la Bourse, le sport de compétition, etc. Ils sont en permanence en concurrence, en guerre économique pour un pouvoir médiatico-financier. Par contre, pour la masse des 1,4 milliard d'êtres humains privés d'eau potable (6 millions meurent par an par de l'eau infectée, et 30 millions meurent de faim), soumis à des pouvoirs politico-religieux, il en va autrement.

Ces derniers développent forcément une conception plus communautaire pour survivre. L'idée d'individus atomisés n'existe pas ou est moins développée, car plus s'accroît le marché capitaliste plus les relations humaines sont détruites. Dans cette situation, les relations humaines prennent fin lorsqu'elles commencent : dans le rapport marchand et spectaculaire. Sur le plan psychologique, cette idée de communauté menacée place des individus en situation de se sacrifier pour le groupe, et ils sont reconnus et honorés comme martyrs. La religion islamique faisant office de transferts idéologiques, comme dans les autres religions.

Les concentrations urbaines portent en elles les conflits, puisqu'il manque le végétal, l'animal, l'espace vital autonome. Elles développent le danger que représentent pour des actes criminels, les réseaux d'eau, de gaz ou d'électricité. Et dans celles-ci, des individus en difficulté sociale dans des quartiers désespèrent. Le défi est aussi culturel entre une société des exclus et des inclus normalisés ; il manque donc le lien social de la créativité collective vers une résolution pratique des impasses tant individuelles que de groupe.

C'est pour cela que le concept de ville privée ou le concept de ville durable et supportable ne peut porter l'avenir. Il s'agit d'engager une désurbanisation post-industrielle et écologique afin de tout décentraliser et de changer l'appareil de production. C'est une proposition contre cette guerre économique aux conséquences désastreuses pour une paix écologique et sociale, en réconciliant l'espèce humaine avec les autres espèces dans des territoires écologiquement et socialement libérés.

Donc, fini les trois milliards d'êtres humains stockés dans les villes qui sont en crise. La base de la modification profonde est de changer de mode de production de l'énergie, pour une énergie renouvelable, décentralisée et autonome.

En finir avec le pétrole : actuellement le carburant « eau » se développe en Islande ou avec le système Pantone (moitié huile de tournesol + moitié eau) qui permettrait de ne plus dépendre des monarchies pétrolières réactionnaires.

N'oublions pas que celles-ci ont développé et soutenu financièrement avec les pétrodollars les pouvoirs religieux. Les Palestiniens sont traités comme des sous-hommes. Surtout, avec tout le fric qui a été mis pour cette guerre d'occupation, une fédération palestino-israé-

lienne aurait permis un développement extraordinaire de la région. Là aussi, les conflits induits par les religions créent des conflits permanents.

Le peuple irakien souffre de l'embargo puisque 500 000 personnes seraient décédées des conséquences de celui-ci. En changeant d'énergie massivement, il n'y aurait plus ce type de conflits récurrents dus à la dépendance. Alors que les Américains appellent dans un conflit manichéen les Européens, il se peut que des catastrophes éclatent aussi en Europe. À l'occasion de cette crise il faut faire des propositions qui précisément éviteraient ces catastrophes. Le cas de Toulouse, sur l'origine du sinistre, n'est pas établi, mais notre contribution est de proposer des solutions pour que cela ne puisse plus arriver : avec des alternatives écologiques et sociales. Pour chaque site industriel dangereux, à la ville comme à la campagne, faire des contre-propositions valides technologiquement et écologiquement. Pour ce faire, c'est un changement social qui le permettra puisque ce n'est pas la même logique. L'une financière qui est devenue extérieure et contre l'espèce humaine, l'autre à l'opposé. Quel devenir pour AZF Toulouse ? La proposition des dirigeants de mettre les installations dangereuses à la campagne ne résout pas le problème. Quand la véritable question est : « A-t-on besoin de ces installations dangereuses ? » Ceux qui les défendent ont des intérêts dans ces installations. **Dans la mesure où ils ne défendent pas les intérêts de tous et de toutes les espèces, nous devons les combattre.**

Voici par exemple une méthodologie à appliquer à chaque production dangereuse. Comment supprimer la production industrielle d'engrais azotés (nitrate d'ammonium) et leur stockage de l'usine AZF de Total-Fina-Elf ?

Total et tous les pétroliers, non contents de détruire la mer, détruisent par leur logique capitaliste la terre et l'air. Ce sont des irresponsables. On pourrait les traiter de terroristes chimico-industriels. Nous n'avons d'autres choix que de leur ôter le devenir économique, « écologique », « social ». Comment ? Par une révolution écologique qui remette en cause toute la propriété de la terre par les lobbies agricoles et industriels.

Une décentralisation et un démantèlement de tout l'appareil de production s'impose. Par des alternatives d'énergies non fossiles, produites et utilisées localement. Contrairement aux luttes locales contre les nuisances et les écologistes d'État qui repoussent les dangers et la pollution ailleurs que chez eux et donc chez les autres.

Mais cela ne peut aller de pair qu'avec la redistribution de la terre à la jeune génération. Pour obtenir « le sens de la terre », il est nécessaire qu'une information critique et globale soit faite afin de ne plus se heurter en permanence à l'accès au foncier. L'État subventionne pour 72 milliards l'agriculture industrielle qui empoisonne les sols, l'eau, l'air et qui a besoin des complexes pétrochimiques.

Ces politiques capitalo-étatiques ne remettent pas en cause le droit de propriété qui assure la primauté des biens sur les personnes. Aujourd'hui, des milliers d'individus sont bloqués dans leur désir de créer une activité à la campagne et de s'y installer (POS, loi montagne, etc.), générant ainsi des conflits de territoires.

C'est pour cela que nous proposons le partage de la planète Terre, par les habitants qui l'occupent, sur la base de l'auto-garantie des nécessités vitales qui fonde un nouvel universalisme compréhensible par tout humain et pour sortir de la barbarie.

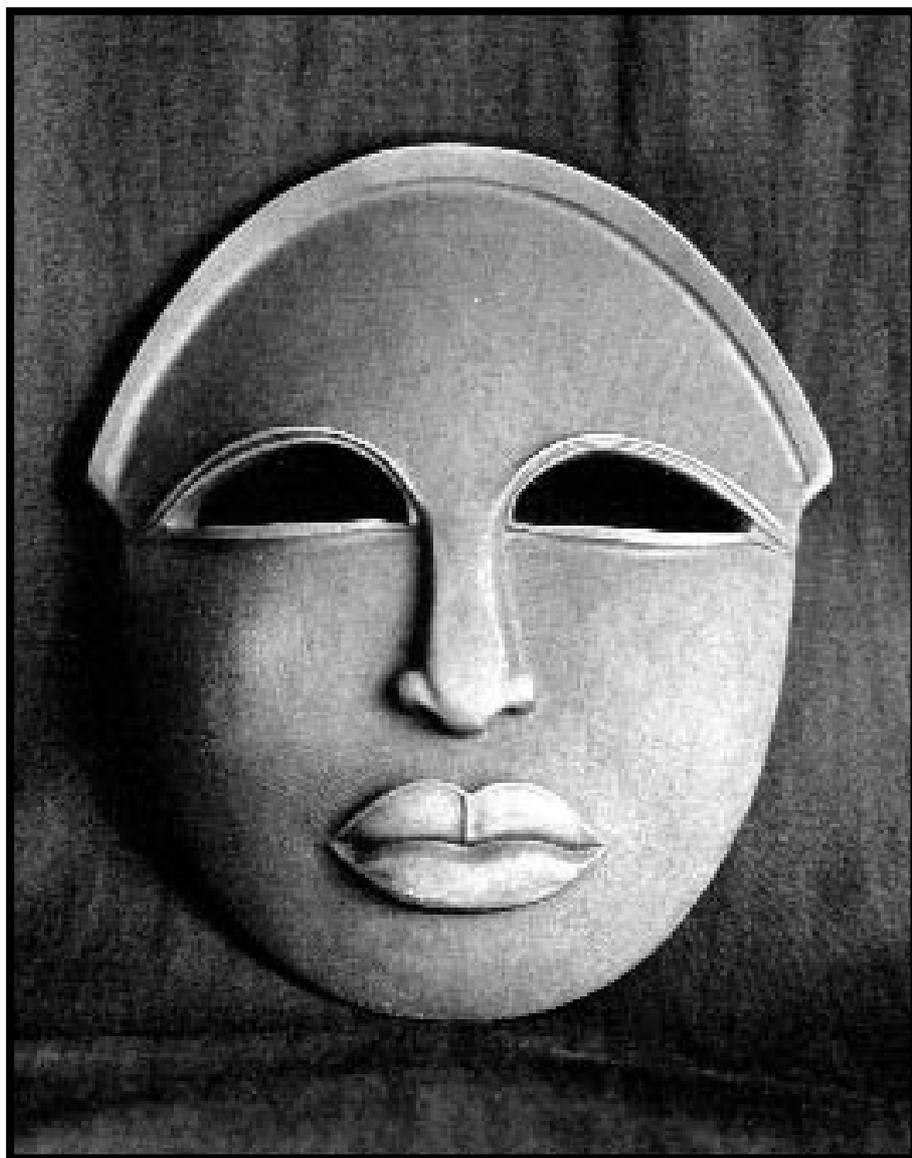
Une alternative

L'objectif est de créer dans tous les pays, des zones autonomisantes. Ces zones doivent être autonomes à 70 % du salaire et du temps d'un salarié moyen qui est dans la servitude volontaire. Le reste du temps peut être consacré aux échanges de temps avec d'autres personnes, et le minimum en argent. Tout en réutilisant cet argent pour en avoir de moins en moins besoin : par le développement culturel de l'auto-garantie des nécessités vitales.

Aussi, pour éviter d'être des culs plombés de sédentaires ou des nomades prédateurs en cette fin de civilisation, nous proposons donc un nouveau style de vie : ni nomades ni sédentaires, sur l'ensemble de la planète, bien sûr. Car le marché n'a que 2850 ans et l'État 5000 ans. Ils s'avèrent inadéquats aux enjeux planétaires actuels de l'*homo sapiens* qui a, lui, 100 000 ans dont 88 000 ans de nomadisme et 12 000 ans de sédentarité.

Face à la mondialisation capitaliste, créons la mondialisation des êtres humains solidaires dans les faits des pays pauvres. Face à l'industrialisation de la Terre et à son empoisonnement, créons une reconquête écologique et sociale de la planète par des territoires écologiquement libérés, nutritifs, affectifs, amoureux, socialisant leurs expériences à d'autres individus de l'espèce humaine.

Manifeste anonyme



Roselyne Mottier : Voir (terre cuite)

Photo : Claude Villeret